Bujumbura rappelle son ambassadeur en Belgique dans un contexte tendu

@rib News, 11/12/2016 - Source Xinhua Le Burundi rappelle son ambassadeur en Belgique pour exprimer son mÃ©contentement Ã l'Ã©gard de Bruxelles Le gouvernement burundais a dÃ©cidÃ© de rappeler son ambassadeur en Belgique, JÃ©rÃ©mie Banigwaninzigo, pour exprimer son mÃ©contentement par rapport au comportement de cette derniÃ¨re dans les relations entre les deux pays.

"Il s'agit d'une dÃ©cision du gouvernement du Burundi pour exprimer son mÃ©contentement par rapport au comportement inamical et rÃ©pÃ©titif des autoritÃ©s belges Ã l'endroit des intÃ©rÃªts du gouvernement et du peuple burundais", a confirmÃ© vendredi Bernard Ntahiraja, assistant du ministre des Relations ExtÃ©rieures et de la CoopÃ©ration Internationale, sur les ondes de la radio nationale. Le paroxysme du mÃ©contentement du Burundi contre la Belgique s'est rÃ©vÃ©lÃ© lors du dernier discours du secrÃ©taire gÃ©nÃ©ral du parti CNDD FDD au pouvoir (Conseil National pour la DÃ©fense de la DÃ©mocratie, Force de DÃ©fense de la DÃ©mocratie), Evariste Ndayishimiye, le samedi 26 novembre Ã Rumonge au sud du pays. Dans ce discours, il a nettement accusÃ© la Belgique "de prÃ©parer le gÃ©nocide au Burundi", et de "susciter les tensions entre le Burundi et l'Union EuropÃ©enne ainsi que les Nations Unies", et "d'avoir conÃ§u le coup d'Ã©tat du 13 mai 2015" contre les institutions du Burundi. Pour prouver cela, le secrÃ©taire gÃ©nÃ©ral du CNDD FDD dit que "la Belgique a accueilli les putschistes sur son territoire". Et quand derniÃ¨rement le sÃ©nat belge a facilitÃ© l'organisation Ã Bruxelles d'une confÃ©rence-dÃ©bat qui a rÃ©uni des sÃ©nateurs belges et l'opposition burundaise en exil en Belgique sur la situation des droits de l'homme au Burundi et l'inaction de la communautÃ© internationale face Ã la gravitÃ© de cette situation, les autoritÃ©s burundaises au plus haut niveau ont rÃ©agi nÃ©gativement contre cette attitude du sÃ©nat belge. "C'est inacceptable. C'est une leÃ§on. Le peuple burundais tire la conclusion que la Belgique est derriÃ¨re tous les actes d'agression et de perturbation de l'ordre public dans le pays", a rÃ©agi ainsi le Conseiller Principal en communication Ã la prÃ©sidence de la RÃ©publique, Willy Nyamitwe. Ces relations inamicales entre la Belgique et son ancienne colonie Ã©taient tendues mÃªme dÃ¨s le dÃ©but des manifestations contre la candidature du troisiÃ¨me mandat du prÃ©sident Pierre Nkurunziza Ã la fin du mois d'avril 2015. DÃ©jÃ en dÃ©cembre 2015, le gouvernement disait dans un communiquÃ© du 15 qu'il "s'Ã©tonne de l'amalgame entretenue par le gouvernement belge Ã travers les dÃ©clarations de son vice-Premier ministre et ministre des Affaires EtrangÃ¨res, Didier Reynders, qui, tout en condamnant les violences de ceux qu'il appelle les assaillants, affirme en condamnant gratuitement les forces de sÃ©curitÃ© burundaises d'usage de forces disproportionnÃ©es dans leur riposte, comme si la Belgique connaissait la nature, la qualitÃ© et la quantitÃ© des armes utilisÃ©es par les terroristes pour affirmer la disproportion de la riposte". Le communiquÃ© du gouvernement du 15 dÃ©cembre 2015 va plus loin an disant que "la prise de position du gouvernement belge dans le conflit burundais et ce, en faveur des personnes ou des milieux impliquÃ©s dans les violences constitue une vÃ©ritable entrave Ã tous les efforts de rÃ©conciliation du peuple burundais", avant d'ajouter que c'est la Belgique qui en portera toute la responsabilitÃ©.Â

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});